

D 1130 NICARAGUA: L'EXIL FORCÉ DE MGR VEGA

L'affaire des 100 millions de dollars du gouvernement nord-américain pour l'aide à l'opposition nicaraguayenne armée a sérieusement alourdi le climat politique et aggravé le conflit Etat-Eglise (cf. DIAL D 1114). L'aide nord-américaine a effectivement été votée, le 26 juin 1986, par la Chambre des représentants et le 13 août suivant par le Sénat. Du point de vue politico-religieux, ce vote avait été précédé par des voyages remarquables aux Etats-Unis du cardinal Obando, en janvier, et de Mgr Vega, une première fois le 5 mars et une seconde le 4 juin; il y avait également eu un article du cardinal Obando dans le "Washington Post" du 12 mai. Dès le vote du 26 juin, les événements se précipitent: le 27 juin, le journal d'opposition "La Prensa" est fermé "pour une durée indéterminée"; le 28 juin, le P. Bismarck Carballo, porte-parole du cardinal Obando, est interdit de rentrer au Nicaragua suite à une tournée en Europe; le 2 juillet, Mgr Vega donne au Nicaragua une conférence de presse au cours de laquelle il se déclare indirectement d'accord avec la décision du Congrès des Etats-Unis; le 3 juillet, une embuscade meurtrière par les "contras" sur le front de guerre au Nicaragua se solde par la mort de 32 civils, dont 12 enfants et 14 femmes; le 4 juillet, sur décision du gouvernement, Mgr Vega est conduit en exil forcé à la frontière avec le Honduras pour une durée indéterminée. Entre-temps, le 27 juin, la Cour internationale de justice de La Haye, organisme judiciaire de l'ONU, condamne les Etats-Unis pour agression contre le Nicaragua, sur plainte de ce dernier à la suite du minage des ports nicaraguayens en avril 1984 (cf. DIAL D 961 et 1079).

L'exil forcé de Mgr Vega - à défaut, pour le gouvernement, de s'en prendre au cardinal Obando - a eu évidemment un impact important. Dans le dossier ci-dessous, nous donnons un certain nombre de pièces nécessaires à la compréhension de la polémique.

Note DIAL

1. Lettre ouverte de 600 chrétiens du Nicaragua après les déclarations de Mgr Vega à Washington, le 5 mars 1986, devant l'organisation "Heritage Foundation" (13 mars 1986)

LETTRE OUVERTE AUX CHRÉTIENS
ET AU PEUPLE DU NICARAGUA

Nous avons appris par les câbles internationaux, et maintenant de son propre aveu(1), que Mgr Pablo Vega avait participé à une réunion à Washington avec les responsables de la contre-révolution et avec des mercenaires de l'injuste et atroce guerre d'agression que le gouvernement Reagan mène contre le peuple du Nicaragua.

Nous savons que Mgr Vega appuie ouvertement la politique de Reagan contre le Nicaragua, en insultant ainsi le sang des dizaines de milliers de martyrs tombés sous la dictature somoziste, quand il qualifie cette période atroce dans notre histoire de simple phénomène de sous-développement.

Nous avons appris que Mgr Vega a internationalement calomnié la Révolution de façon insolite et éhontée quand il a fait savoir, à la stupeur de tous les Nicaraguayens, que trois prêtres avaient été assassinés au Nicaragua par la Révolution, dont il n'a, à l'évidence, pas pu donner les noms car le fait n'existe pas. Maintenant, au Nicaragua, Mgr Vega "précise" que ce ne sont pas des prêtres mais des délégués de la Parole. Cette "précision", il ne l'a pas donnée à Washington, où l'accusation très

[1] Dans le cadre de la conférence de presse donnée le 12 mars suivant à Managua par Mgr Vega de retour de Washington [NdT].

grave continue de courir. Ni là-bas ni ici Mgr Vega n'apporte la moindre preuve de la responsabilité de la Révolution dans de telles morts. Et Mgr Pablo Vega ne dit pas pourquoi il n'a jamais, ni non plus dans sa conférence de presse du 12 mars, été en mesure de dénoncer de tels assassinats parfaitement prouvés mais perpétrés par la contre-révolution. De même n'a-t-il jamais dénoncé l'assassinat d'enfants et de mères de famille.

Nous savons que la présence de Mgr Vega à Washington, ses calomnies et ses déclarations antérieures constituent un soutien total de la guerre injuste et génocidaire du gouvernement Reagan contre le peuple souffrant du Nicaragua. Ces actions et déclarations ont provoqué notre indignation justifiée. Nous prenons soin cependant de ne pas écarter la possibilité statistique que ces informations diffusées par les médias puissent faire l'objet d'un démenti de Mgr Pablo Vega de façon claire et immédiate, vu la gravité des faits.

L'amère réalité est que, ni cette fois-ci ni en d'autres occasions similaires, il n'y a eu de démenti officiel, de rectifications ou de changement de pensée et de comportement de la part de Mgr Pablo Vega. La lettre que nous rendons publique aujourd'hui, nous voulions la publier le lundi 10 mars; mais nous avons voulu attendre que Mgr Vega revienne et ait une nouvelle fois l'occasion de clarifier publiquement sa position. Mais les réponses faites par Mgr Pablo Vega lors de la conférence de presse du 12 mars ne disculpent ni ne justifient son attitude à Washington; au contraire elles l'aggravent. L'Évangile nous dit que, sur les questions essentielles de la vie, il faut répondre par oui ou par non, en toute clarté et sans ambiguïté. Et Mgr Pablo Vega a été incapable de nier que la FDN (2) soit un instrument du "salut" du Nicaragua. Ni à Washington ni ici Mgr Pablo Vega n'a condamné la campagne de R. Reagan pour les 100 millions de dollars permettant à la contre-révolution de continuer à détruire des coopératives et à assassiner des paysans, des mères de famille, des enfants et des jeunes.

Avec la conférence de presse, tout est devenu absurdement et tristement plus clair. Mgr Pablo Vega, sans doute aucun, est en faveur de la politique de mort de R. Reagan; de ce fait il est incapable de condamner les crimes des contras avec les chefs desquels il est allé, a-t-il dit lui-même, "réfléchir".

Face à cette réalité et face au silence tristement habituel du reste de la hiérarchie, nous, les soussignés, ne pouvons faire moins qu'appeler les choses par leur nom. En nous basant sur des faits objectifs et répétés, nous affirmons et dénonçons que Mgr Pablo Vega est coupable du crime de trahison envers sa patrie quand il soutient et justifie l'agression (3). Il est complice et co-responsable de la guerre génocidaire que le gouvernement Reagan mène contre le Nicaragua. De ce fait il est également complice et co-responsable des morts, des souffrances, des orphelins et des destructions que provoque cette agression.

Nous invitons les chrétiens du Nicaragua et tous les Nicaraguayens conscients à s'unir à nous dans cette dénonciation prophétique que nous faisons par amour de la vie, de notre patrie, de l'Évangile et de l'Église elle-même. Au nom de Notre Seigneur Jésus-Christ, dans l'amour et la fidélité à son Évangile, à son Église et aux hommes pour lesquels il a donné sa vie, et spécialement au nom des pauvres, nous ne pouvons pas ne pas condamner un comportement aussi criminel, véritable péché de sang, de la part de quelqu'un né au Nicaragua et investi de la fonction de pasteur religieux qui s'enferme dans l'erreur et met son pouvoir sur nos consciences au service de l'injustice.

[2] Force démocratique nicaraguayenne, principal mouvement d'opposition armée au régime sandiniste. Cf. DIAL D 1079 [NdT].

[3] C'est la même accusation que Miguel d'Escoto avait publiquement lancée contre le cardinal Obando lors du chemin de croix à travers le Nicaragua en février précédent, accusation qui avait très sérieusement augmenté la tension politico-religieuse. Cf. DIAL D 1114 [NdT].

Nous ne voulons pas terminer cette lettre sans réaffirmer clairement, devant les chrétiens et les hommes de bonne volonté, que nous sommes mus par l'Évangile du Christ. Nous confessons explicitement notre foi dans le Christ et dans son Église. C'est à partir de la foi et de notre engagement vis-à-vis d'elle que nous dénonçons ce péché et que nous le faisons dans la liberté de l'Évangile. Nous témoignons de notre obéissance à l'autorité de l'Église avec la même énergie que nous condamnons celui qui se met au service du crime.

Nous demandons au Seigneur de la vie qu'il répande ses grâces de lumière et de conversion sur nos pasteurs, et qu'il accorde la grâce de témoigner, jusqu'au don de la vie si nécessaire, de son message d'amour et de justice.

Nicaragua, le 13 mars 1986

(Suivent plus de 600 signatures entre délégués de la Parole, catéchistes, prêtres, religieuses, animateurs de communauté et laïcs en général de l'ensemble du pays.)

2 - Analyse de Mgr Vega sur la révolution au Nicaragua (conférence de presse du 4 juin 1986 à New-York. Extraits)

(...)

Concrètement au Nicaragua, du moins depuis que j'y suis en 1968, c'est un honneur pour moi de dire que la hiérarchie a vraiment pris les devants face au problème social, économique et politique des Nicaraguayens. Nous pouvons affirmer qu'à tout moment l'Église a gardé son autonomie par rapport à un gouvernement qui avait en quelque sorte utilisé les valeurs religieuses pour apparaître inébranlable. Et la hiérarchie a constitué un signe de pouvoir, en même temps qu'elle réveillait l'esprit d'un peuple endormi par rapport à ses réalités et responsabilités sociales.

C'est pourquoi, si le petit groupe qui se qualifie de sandiniste n'avait pas eu le soutien moral de la hiérarchie et des chrétiens en général, il n'y aurait pas eu aussi facilement cette révolution au Nicaragua.

C'est la raison pour laquelle beaucoup ont gardé à l'esprit cette image que nous, les chrétiens, nous avons été et sommes vraiment partie prenante de cette reconquête de la souveraineté du peuple face au système dictatorial antérieur. C'est là une réalité historique et cela nous donne le droit de continuer à exiger de notre peuple que cette réalité soit prise en compte, comme réalité qui surgit de la volonté et du désir du peuple.

C'est pour cela que, dans les premières années, il y a eu un grand impact de la mystique révolutionnaire, la mystique du changement, la mystique de la revendication des droits du peuple: la participation effective du peuple à l'ordre social, économique et politique.

La confrontation commence à partir du moment où on touche aux réalités qui mettent en jeu le désir primaire du peuple, quand on cherche à imposer un modèle marxiste-léniniste sous le masque du sandinisme. Ce modèle allait et va contre l'identité chrétienne de notre peuple, contre l'identité historique de notre patrie. Car dans toute l'histoire centro-américaine l'Église a été le facteur et le stimulant de la liberté, de l'indépendance de la patrie. Elle a toujours lutté pour une qualification humaine, depuis les temps des différents systèmes qui ont existé dans nos nations.

La volonté du groupe internationaliste marxiste-léniniste de remplacer l'Eglise catholique par une sorte d'Eglise populaire, a été un autre facteur impopulaire pour le régime. Car le peuple a immédiatement senti que cette Eglise qui se dit populaire est unie au pouvoir et n'est pas tournée vers la promotion de l'identité et du développement de notre peuple. Ses contenus ne visent vraiment pas à restituer à l'homme ses droits ni à le libérer dans ses possibilités d'agir librement. Au contraire ses contenus vont tous dans le sens d'un remplacement du religieux par un totalitarisme d'Etat.

Voilà ce qui pourrait être un cadre de référence pour nous permettre de nous rendre compte de la façon dont dégénère une révolution née du peuple, en confrontation parmi un peuple uni dans un seul objectif mais aujourd'hui divisé par la haine, la disqualification et la discrimination dont font l'objet ceux qui déclarent ne pas se soumettre à ce modèle.

3 - Déclarations de Mgr Vega lors de sa conférence de presse à Managua le 2 juillet 1986 (Extraits)

- Sur l'aide nord-américaine de 110 millions de dollars à l'opposition nicaraguayenne armée

"Je ne peux pas critiquer seulement les cent dix millions quand il y a d'autres milliers de millions qui sont donnés aussi par un autre côté. On ne peut pas parler de l'un sans parler de l'autre... Vraiment nous n'aimerions pas que cela ait lieu car il n'y a pas de raison au Nicaragua d'en arriver à cela. Les deux puissances devraient mesurer les résultats que cela signifie pour un holocauste inutile du peuple... L'invasion d'un côté trouve sa raison d'être dans l'invasion qui se fait de l'autre côté. Et dans le fait de ne pas tenir compte de la décision du peuple nicaraguayen. Les coupables de cette chose sont ceux qui ont pris les décisions de se reposer et de s'appuyer sur un bloc pour, comme on dit, provoquer l'autre. C'est la faute de ceux qui prennent ces décisions, pas la nôtre."

- Sur la guerre aux frontières

"C'est une agression militaire de l'armée sandiniste. C'est ce qui amène le peuple à se décider... Ces gens défendent leurs droits de l'homme. Et c'est l'agression d'un système idéologique, c'est la volonté de leur enlever leurs "gars", comme ils disent, et de leur imposer des choses dont ils ne veulent pas qui les amènent à prendre cette décision... Si un peuple est maltraité, si un peuple est écrasé, liquidé dans ses droits de l'homme, dans ses vies, dans la disposition d'une patrie comme s'il était devenu apatride, il ne lui reste pas d'autre remède."

- Sur la condamnation des Etats-Unis par la Cour internationale de La Haye

"Une Cour peut avoir à sa portée les faits concrets ou ne les avoir qu'à moitié. Alors son jugement pourra devenir partial, comme l'information en a été donnée. Je ne suis pas spécialiste en la matière. Je n'y connais pas grand-chose. Mais je remarque qu'une Cour internationale ne se situe pas sur un plan très universel. Que les choses ont été considérées sous l'angle des droits de l'homme, et pas simplement des droits des partis ou des gouvernements. Je crois qu'il vaut aussi la peine d'étudier le fait que l'agression que nous subissons est grâce à un impérialisme de l'Est... De sorte que si nous voyons celui de l'un, nous devons voir celui de l'autre. Sinon, nous ne rendons pas un jugement: nous faisons des choses partiales. Un jugement ne doit pas être partial, mais rechercher la justice, et non pas rechercher la prépotence, la prépondérance ou l'hégémonie d'un bloc sur l'autre. En ce sens, à mon avis, je crois qu'il manque une vision plus élargie des problèmes."

4 - Communiqué du gouvernement nicaraguayen sur l'exil forcé de Mgr Vega (4 juillet 1986)

Le gouvernement nicaraguayen fait savoir au peuple nicaraguayen et au monde ce qui suit:

1. C'est un fait connu que l'attitude antipatriotique prise par l'évêque Pablo Vega devant l'agression systématique dont est victime le peuple nicaraguayen de la part du gouvernement des Etats-Unis.

2. Le 5 mars de la présente année, Monsieur Pablo Vega s'est rendu aux Etats-Unis à l'invitation de l'organisation de la CIA "Heritage Foundation". A cette occasion l'évêque Vega a, entre autres mensonges, accusé le gouvernement nicaraguayen d'avoir assassiné trois prêtres. Calomnies lancées dans le but de renforcer la politique de guerre et de terrorisme du président Reagan contre le Nicaragua. A cette date également, l'évêque Vega a participé à des réunions avec les mercenaires, le colonel de la garde somoziste Enrique Bermudez, et Adolfo Calero.

3. Le 4 juin de la présente année, l'évêque Vega s'est à nouveau rendu aux Etats-Unis pour apporter son soutien à la demande du président Reagan d'armes, d'argent et d'aide militaire en faveur des forces terroristes qui assassinent le peuple nicaraguayen.

4. Dans le discours que le président Reagan a prononcé le 24 juin pour demander le financement et le soutien militaire aux mercenaires, il a dit: "Révérend Père, nous vous avons entendu..."

5. Dans une conférence de presse donnée le 2 juillet au Nicaragua, l'évêque Vega n'a pas seulement justifié l'approbation des cent millions de dollars aux mercenaires; il est aussi allé jusqu'à l'extrême de qualifier de partielle la décision de la Cour internationale de justice condamnant l'agression des Etats-Unis contre le Nicaragua, et de justifier une éventuelle intervention militaire des Etats-Unis au Nicaragua.

6. Vingt-quatre heures après les déclarations de Monsieur Vega, douze enfants, douze femmes et huit travailleurs, tous paysans, ont été assassinés par les mercenaires de Reagan et de Vega.

7. L'évêque Vega s'est livré à tout un travail délictueux qui en fait le complice de la politique de terreur et de crime qui se solde par les souffrances, la mort et la douleur de milliers d'enfants, femmes, personnes âgées et jeunes qui, dans notre pays, sont victimes de la politique terroriste du gouvernement des Etats-Unis.

En conséquence, vu la répétée attitude antipatriotique et criminelle prise par l'évêque Vega, dans le non respect des lois de la République et du peuple nicaraguayen, décision a été prise de:

a) suspendre indéfiniment le droit de demeurer dans le pays pour celui qui, comme l'évêque Vega, ne mérite pas d'être nicaraguayen et dont la place est à côté de Reagan et des bandes de mercenaires assassins d'enfants. Cette décision restera effective tant que durera l'agression du gouvernement des Etats-Unis contre le Nicaragua;

b) l'évêque Vega se trouve au Honduras, où il aura l'occasion d'être plus près de "ses frères" qui sont les frères de Reagan: les gardes somozistes criminels.

Le gouvernement nicaraguayen continuera de garantir le droit du peuple à exercer, avec une liberté absolue, ses croyances et pratiques religieuses qui ont été et continuent d'être une part vitale du processus de transformation révolutionnaire que connaît la société nicaraguayenne.

Managua, le 4 juillet 1986

"A 25 ans, toutes les armes contre l'agression"

5 - Lettre de l'épiscopat nicaraguayen aux conférences épiscopales du monde (7 juillet 1986)

Les évêques de la Conférence épiscopale nicaraguayenne saluent fraternellement les évêques des conférences épiscopales du monde et veulent leur faire partager les souffrances et les espoirs de l'Eglise en marche au Nicaragua, pour leur demander leurs prières et leur solidarité, en leur faisant savoir ce qui suit.

1. La situation de l'Eglise au Nicaragua devient chaque jour plus difficile, devant l'augmentation des pressions et des menaces de la part du gouvernement de la République:

a) La personne du Saint-Père Jean-Paul II et celles des évêques du pays ne sont pas respectées et sont constamment l'objet de calomnies dans les médias gouvernementaux. *"Ils s'emploient particulièrement à présenter les évêques comme des persécuteurs d'ecclésiastiques et comme des alliés, des adeptes et des garants de plans impérialistes des Etats-Unis, et le pape comme un exécuteur de tels plans"* (cf. lettre de l'épiscopat nicaraguayen sur l'Eucharistie source d'unité et de réconciliation, du 6 avril 1985) (4). Il a même été écrit dans un éditorial d'un journal proche du régime que *"Entre Reagan qui a déclaré hier qu'un sourire s'était dessiné sur la statue de la liberté avec l'approbation des millions de dollars pour ses mercenaires, et le pape qui ne fait de prières que pour les morts américains et couvre d'accusations et de menaces les victimes de l'impérialisme, il existe la plus perfide cohérence et le plus grave danger pour les peuples, et cela depuis l'époque où la barbarie et le génocide se pratiquaient au nom de la croix et de l'empire"* (El Nuevo Diario, 6 juillet 1986).

b) Les prêtres fidèles aux évêques sont constamment visités par des membres de la Sûreté de l'Etat pour essayer, par des flatteries ou des menaces, de les séparer de leurs évêques. La même stratégie est utilisée avec les fidèles pour les séparer de leurs curés par des pressions pour en faire des informateurs contre leur Eglise, et par des menaces de représailles contre eux et leurs familles s'ils n'acceptent pas.

c) Durant ces sept dernières années, l'Eglise s'est vue privée de deux religieux et de dix-sept prêtres, qui ont été expulsés du pays par le gouvernement sandiniste.

d) Un prêtre nicaraguayen, Mgr Bismarck Carballo, directeur de Radio-Católica et vicaire épiscopal chargé des médias a été expatrié le 28 juin 1986. Mgr Pablo Antonio Vega, nicaraguayen, évêque de la prélatrice de Juigalpa, vice-président de la Conférence épiscopale nicaraguayenne et membre de la Commission pontificale justice et paix, qui se trouvait dans son siège épiscopal, a été exilé du pays le 4 juillet 1986.

e) Les difficultés augmentent au point de rendre impossible des visas de résidence pour les prêtres, religieux et religieuses qui désirent venir travailler pastoralement au Nicaragua en union avec les évêques. Il a même été refusé aux religieuses de Mère Teresa de Calcutta, après une année de démarches, d'ouvrir deux communautés au Nicaragua. Les religieux de l'Eglise populaire qui viennent travailler en faveur du gouvernement n'ont aucune difficulté sur ce point.

2. Le silence auquel on prétend soumettre l'Eglise est total, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays:

a) Il ne lui est pas permis d'utiliser la télévision depuis 1981. Il y a censure de la documentation du Saint-Siège et de la Conférence épiscopale nicaraguayenne. Cela est allé jusqu'à l'interdiction de publication de la lettre du St Père aux évêques du Nicaragua du 28 juin 1982 (5); elle n'a été publiée qu'un certain temps après, accompagnée d'un commentaire agressif de la direction des médias du ministère de l'intérieur. Des communiqués et la lettre pastorale de l'épiscopat du 6 avril 1986 (6).

[4] Cf. DIAL D 1114 [NdT].

[5] Cf. DIAL D 798 [NdT].

[6] Cf. DIAL D 1102 et 1114 [NdT].

b) Il y a eu saisie du périodique "Iglesia", organe d'information du diocèse de Managua, à la date du 12 octobre 1985.

c) Il y a eu saisie de l'imprimerie où était édité ce périodique, ainsi que du bulletin paroissial qui était publié depuis près de huit années et qui donnait les textes liturgiques du dimanche (14 octobre 1985).

d) Il y a eu fermeture de Radio-Católica de Nicaragua le 1er janvier 1986, censurée déjà depuis plusieurs années.

e) Il a été interdit à des rares médias indépendants comme "La Prensa", fermée le 26 juin de cette année, de publier l'homélie dominicale du cardinal Miguel Obando ainsi que d'autres écrits et déclarations de membres de l'Eglise hiérarchique, et cela depuis trois mois, alors qu'on permet et favorise la publication de calomnies contre l'Eglise dans les nombreux médias gouvernementaux.

f) Des pressions, avec menaces d'expulsion du pays, sont exercées sur ceux qui expriment, au Nicaragua ou en dehors, des opinions considérées comme subversives par le gouvernement.

g) On calomnie l'Eglise en l'accusant de ne pas dialoguer, sans tenir compte du fait qu'en 1985 il y a eu une série de conversations des commissions Eglise-Etat: dix en tout (7); et qu'il y a eu de nombreuses propositions de dialogue restées très souvent sans réponse, comme la dernière lettre envoyée en ce sens au gouvernement à la date du 2 mai dernier.

h) La sécurité morale et physique d'évêques, de prêtres, de religieux et de fidèles est constamment menacée par des scandales, des manifestations de "turbas" (8), menaces de mort ou d'expulsion du pays, en cas de persistance dans la fidélité à l'Eglise et dans la défense des droits de l'homme.

3. La dite Eglise populaire, qui est totalement dévouée à la cause du gouvernement, est l'arme la plus dangereuse utilisée par le gouvernement pour essayer de diviser l'Eglise (cf. lettre pastorale de l'épiscopat nicaraguayen du 6 avril 1986). Ces prêtres et ces religieuses, membres de l'Eglise populaire (9), sont les répétiteurs au plan international des idées et des calomnies du gouvernement contre l'Eglise.

Nous pensons que ces données, incomplètes, peuvent être utiles pour que la vérité de ce qui arrive à l'Eglise au Nicaragua soit mieux connue.

Unis dans la prière au Christ et à Marie.

La Conférence épiscopale nicaraguayenne:

Mgr Bosco Vivas Robelo, évêque auxiliaire de Managua
secrétaire de la Conférence épiscopale nicaraguayenne

Managua, le 7 juillet 1986

6 - Communication du président de la République du Nicaragua aux évêques du monde lui ayant écrit pour protester contre l'exil forcé de Mgr Vega (18 juillet 1986)

Monseigneur,

Pour clarifier notre position sur le cas de Mgr Pablo Antonio Vega, nous vous remettons la communication suivante:

Après une révolution qui a éliminé le système social violent et oppresseur en vigueur dans notre pays, le peuple et le gouvernement du Nicaragua se sont attelés à la

[7] Cf. DIAL D 1102 (NdT).

[8] "Turbas divinas", groupes de manifestants dans les rassemblements religieux (NdT).

[9] On notera dans ce texte l'insistance sur l'"Eglise populaire" pour désigner les secteurs chrétiens dont l'analyse politico-religieuse ne recouvre pas celle des évêques [cf. le premier document du présent dossier]. On notera parallèlement que ces secteurs chrétiens ne s'appellent pas eux-mêmes "Eglise populaire" et qu'ils prennent soin de préciser chaque fois leurs motivations d'ordre religieux et non pas politique (NdT).

tâche urgente de construire une nouvelle société en accord avec notre histoire, notre culture et nos traditions.

Nous sommes guidés par les valeurs de la démocratie, de la justice, de l'égalité, de l'indépendance, de la souveraineté nationale et de la coexistence pacifique entre les Etats et les peuples. Nous nous appliquons à la construction d'un ordre intérieur plus juste et d'un homme nouveau plus humain et plus solidaire.

Regrettablement, le gouvernement des Etats-Unis s'est refusé à reconnaître le droit qui est celui de la nation nicaraguayenne de décider de son propre destin. Comme expression de cette politique, le gouvernement nord-américain nous a imposé une guerre d'agression qui nous a contraints de recourir à un état d'urgence propre à nous permettre de faire face aux atteintes à la souveraineté du Nicaragua.

La dernière en date de l'expression de cette politique agressive est l'approbation des cent millions de dollars ainsi que l'utilisation d'armements de tous types et l'envoi de conseillers militaires à destination des mercenaires somozistes. Cette situation nous oblige à renforcer les mesures à caractère juridique dont dispose le Nicaragua pour garantir à notre peuple la sauvegarde de ses droits légitimes.

Face à cette politique de guerre illégale et immorale, le Nicaragua a maintenu en permanence sa ferme disposition en faveur de la paix. En ce sens, le gouvernement nicaraguayen a récemment répondu de façon positive et constructive aux propositions élaborées par Contadora lors de la réunion du 7 juin dernier. Comme expression de cette volonté de dialogue et d'accord, le Nicaragua a proposé toute une série de propositions concrètes incluant l'établissement d'un inventaire des armements et d'une échelle de valeurs pour ceux-ci, ainsi que le ferme soutien à la démarche latino-américaine de Contadora et la concertation en vue d'un accord régional.

Le gouvernement nicaraguayen fait tout pour éviter à notre peuple les souffrances qu'entraîne cette guerre injuste. Dans le souci d'une solution pacifique et civilisée, nous avons porté notre demande devant la Cour internationale de justice de La Haye. La sentence de la Cour a récemment confirmé la justesse de notre cause.

En dépit de cela, notre volonté de paix et de coexistence se heurtent à la politique agressive du gouvernement des Etats-Unis, à laquelle se sont ajoutés des comportements qui ne vont pas dans le sens de la construction d'un ordre nouveau plus juste et plus humain.

Le gouvernement nicaraguayen estime légitime que tous les Nicaraguayens, y compris les autorités religieuses, participent à la vie politique du pays, dans le cadre du pluralisme que défend la révolution; la Révolution populaire sandiniste a même favorisé une telle participation. Cependant nous n'estimons pas que soient légitimes les actes politiques allant à l'encontre de l'indépendance, de la souveraineté, de l'autodétermination et de la paix des Nicaraguayens, et rompant de ce fait avec le cadre politique institutionnel.

Nous constatons toutefois que, très souvent, certaines autorités religieuses sont sorties du cadre religieux, dans lequel s'inscrit le peuple nicaraguayen, pour entrer dans le cadre politique extra-national qui encourage des actes de déstabilisation de l'Etat nicaraguayen. C'est ici que se situe, à notre sens, le cas de Mgr Pablo Vega auquel nous nous référons directement dans cette communication; mais cela concernerait aussi la position de Son Eminence le cardinal Miguel Obando y Bravo.

En ce qui concerne Mgr Vega, celui-ci a adopté une attitude de violation plus claire des lois, à l'encontre des intérêts légitimes du peuple nicaraguayen. C'est ainsi qu'il s'est rendu à deux reprises aux Etats-Unis, financé par une agence de la CIA, pour soutenir la politique de guerre du président Reagan, allant jusqu'à l'extrême de se retrouver et de faire des déclarations en compagnie de dirigeants contre-révolutionnaires notoires comme Adolfo Calero et Enrique Bermúdez.

La description de la situation intérieure du Nicaragua qu'a faite Mgr Vega a été déterminante dans la décision du Congrès nord-américain en faveur de la proposition défendue par le président Reagan, lequel s'est servi, comme argument central de son discours, des déclarations du dit évêque.

Devant ces attitudes de Mgr Vega, nous avons donné un avertissement public sur la responsabilité politique et juridique que cela comportait. Aussi avons-nous été profondément surpris par le fait que quelques jours plus tard, le 2 juillet, Mgr Vega a justifié la guerre d'agression et approuvé l'attribution de cent millions de dollars, d'armes et de conseillers militaires aux mercenaires, en qualifiant ces actes délictueux de "droit de l'homme".

Il est important de noter que Mgr Vega a méprisé les efforts de paix de Contadora et l'amnistie que nous avons prorogée depuis plus de quatre ans de sorte que toute personne ayant pris les armes puisse les déposer; il a également ignoré les atrocités causées par les forces mercenaires de la contre-révolution.

Dans la même déclaration, Mgr Vega a désavoué la sentence de la Cour internationale de justice de La Haye en la qualifiant de "partiale" et il a justifié une éventuelle invasion directe des Etats-Unis, sur la base d'un prétendu "droit" de cette nation à "se défendre" du Nicaragua. Il a aussi explicitement approuvé le fait que le président Reagan l'ait cité pour défendre sa politique de guerre contre le Nicaragua.

Notre gouvernement n'a pas pu faire moins que réagir conformément à la loi, devant une personne qui se sert de l'autorité morale que lui donne sa charge et investiture pastorales pour soutenir l'aide à la contre-révolution armée et pour justifier implicitement les crimes commis contre notre peuple.

Par ses paroles et ses gestes Mgr Vega a commis un acte de provocation hors la loi, en passant du côté de la puissance ennemie. Devant cette conduite, qui a gravement porté atteinte aux intérêts de la nation nicaraguayenne, le gouvernement du Nicaragua s'est vu dans l'obligation de prendre les mesures légales appropriées dans le cadre de l'état d'urgence nationale.

En la matière, le respect des lois intérieures du Nicaragua est une obligation pour toutes les personnes tant nationales qu'étrangères qui résident dans le pays, sans aucune exception.

Comme nous l'indiquions plus haut, le passage de Mgr Vega d'un cadre religieux à un cadre politique illégal, ce qui porte hautement et gravement atteinte aux intérêts du pays, l'a fait tomber sous le coup de cette mesure.

Dans l'histoire de tous les pays il y a eu des moments où la complicité avec l'agresseur étranger a constitué un acte condamnable; et si des personnalités religieuses sont impliquées dans ce genre de situation, c'est le prestige de l'Eglise et même sa mission d'évangélisation qui sont mises en jeu. C'est ce que nous constatons aujourd'hui au Nicaragua.

La lettre pastorale de l'épiscopat nicaraguayen du 17 novembre 1979 (10) nous a encouragés à suivre la voie d'un meilleur accord avec l'Eglise. Pour notre part, depuis la fondation du Front sandiniste, nous reconnaissons et valorisons en profondeur la participation active et constante des chrétiens dans la révolution; et depuis le 19 juillet 1979, nous garantissons pleinement la liberté religieuse.

A notre grand regret et avec tristesse nous avons commencé à noter l'apparition d'une série de difficultés. La voie de l'accord n'a pas été facile; nous pensons cependant que le dialogue n'est pas seulement possible mais que nous devons tout faire pour le rendre réel.

En ce sens, j'ai estimé qu'il convenait de m'adresser à vous et, par votre intermédiaire, à la conférence épiscopale de votre pays, dans l'assurance que votre haute autorité contribuera à créer les conditions d'un climat de dialogue et de confiance souhaité par le gouvernement nicaraguayen, ce qui rendra possible l'accord entre l'Eglise et l'Etat.

Avec mes salutations fraternelles.

Daniel Ortega Saavedra

[10] Cf. DIAL D 589 [Ndt].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)